



## Groupe de travail du 29/11/2011 : la montagne accouche d'une souris

Ce groupe de travail relatif à l'examen du PSI (Plan Stratégique Informatique), initialement programmé à la veille des élections professionnelles, était très attendu, tant par les personnels que par nous-mêmes.

A l'ouverture de cette réunion, le contenu du PSI avait été déjà largement diffusé dans le réseau par le biais des responsables d'ESI et par les DISI eux-mêmes. Cette diffusion avait déclenché de nombreuses réactions inquiètes de la part des agents de l'informatique, inquiétudes que l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a pu relayer auprès de l'administration.

### Point de méthode

Ph. Rambal a ouvert ce groupe de travail par un discours digne d'un Comité technique, plus politique que technique, avant de proposer une méthode de travail, approuvée par l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires comme par la quasi-totalité des organisations syndicales présentes.

Le Directeur général adjoint s'est félicité du déroulement des élections professionnelles, preuve, selon lui, d'une mise en place réussie des DISI. Il a souligné que tous les éléments du nouveau dialogue social, voulu par les accords de Bercy, n'étaient pas encore en place, notamment en ce qui concerne les moyens attribués aux organisations syndicales, sujet en cours de discussion à la Fonction Publique. Il s'est voulu cependant rassurant en affirmant que ce dialogue social et institutionnel s'inscrirait dans une certaine continuité et en prenant en compte les spécificités de la sphère informatique.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a souligné la part prise par les organisations syndicales dans la réussite de l'organisation du scrutin du 20 octobre et remercié une nouvelle fois les équipes RH des DISI et celles du bureau RH1A pour leur disponibilité dans la période.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a pointé le fait marquant de cette élection : le nouveau paysage syndical qu'elle dessine, plaçant notre organisation comme la première force syndicale à la DGFIP et de la sphère informatique. Nous avons ainsi interrogé l'administration sur la manière dont elle allait traduire ces résultats, issus de la démocratie sociale, dans les faits, notamment au regard de la non représentativité de certaines organisations syndicales et de leur participation au dialogue social et institutionnel national. Sans obtenir de réponse.

Les échanges se sont ensuite concentrés, durant toute la matinée, tant sur la méthode que sur les différents problèmes liés à la mise en place des DISI.

L'administration a proposé que l'examen approfondi du PSI se déroule au premier trimestre 2012 dans le cadre de 4 groupes de travail (26 janvier, 14 février, 6 et 29 mars)\* correspondants au 4 grands chapitres du PSI avec à la clef la tenue d'un Comité technique de réseau (programmé le 12 juin, date de l'ouverture de notre congrès !)\* qui viendrait valider un PSI éventuellement amendé à partir de nos observations. L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a validé cette

méthode de travail.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires s'est ensuite une nouvelle fois exprimée sur les moyens nécessaires à l'activité syndicale dans les DISI, dans un contexte marqué par de nombreuses difficultés liées à l'éloignement et à l'éclatement des sites. Nous avons rappelé les engagements pris par la DG et non tenus au jour du GT. En réponse, PH Rambal a mandaté le nouveau responsable du bureau Fsup pour nous rencontrer et recueillir nos demandes. A suivre donc.

Sur la mise en place des DISI, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a pointé l'attitude de certains responsables de DISI et d'ESI qui piétinaient les règles de gestion et budgétaires, notamment pour installer leurs bureaux et leurs équipes. Nous avons rappelé également les complications rencontrées en 2011 lors du rattachement des équipes d'assistance locale aux DISI (options, promotions, mutations) et exigé que cette problématique soit anticipée pour 2012. A l'évidence, cela ne semble pas être le cas, puisque nous avons dû intervenir à nouveau fin décembre auprès des bureaux RH concernés.

Concernant la sécurité, la santé au travail et les conditions de travail, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a réitéré, en s'appuyant sur le décret de mise en place des CHS-CT et sa circulaire d'application, sa demande de voir désigner pour chaque DISI, un conseiller de prévention à temps plein et pour chaque ESI un assistant de prévention. De notre point de vue, les particularismes de la sphère informatique comme son organisation nécessitent pleinement une telle décision que l'administration refuse pour l'instant de prendre. L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a insisté pour que les désignations tant des assistants que des conseillers de prévention prennent en compte la volonté de ces agents à s'investir dans cette tâche. Nous avons également appuyé pour obtenir une définition claire de la mission de RH de proximité et soulevé les premières contraintes qui se font jour en raison de la concentration des services RH (tant pour les agents que pour les services RH eux-mêmes).

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a demandé la rédaction d'une circulaire sur les règles de vie quotidienne dans les établissements informatiques permettant de cadrer, sans recul pour les personnels, toutes les situations aujourd'hui conflictuelles.

\* ces dates n'étaient pas connues au moment du GT

## Un PSI ne fait pas une thérapie

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires se trouva bien isolée en 2010 dans son combat contre la mise en place des DISI qu'elle continue de considérer comme le cadre de futures et profondes restructurations. La divulgation tardive du PSI, que nous revendiquons depuis l'été 2008, en préalable à toute réforme structurelle, ne vient pas nous rassurer tant les orientations technologiques et politiques prises par la DG fragilisent selon nous l'ensemble des personnels et des sites. L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a bien entendu rappelé les lignes de force de son revendicatif : maintien et renforcement des missions, des emplois et des sites. Nous estimons que certains choix, technologiques et/ou applicatifs, s'imposent à nous, comme à l'administration, mais que cette dernière doit prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires (formation, requalification...) pour permettre aux agents qui seraient touchés de demeurer dans la sphère informatique s'ils le désirent. Quant aux orientations politiques, nous les combattons tant que nous considérons qu'elles sont contraires aux intérêts des personnels et du service public.

Concernant le PSI en lui-même, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires estime que ses contours sont conformes aux souhaits qu'elle avait exprimés. Cependant, nous avons pointé ce que nous considérons comme des manques évidents et anxiogènes pour les personnels.

Si l'administration semble avoir pris la pleine mesure des enjeux du vieillissement des personnels de la sphère informatique (10% des effectifs partent en retraite dans les trois ans à venir, principalement dans le cadre C et dans les ex-CSI) elle ne présente aucune piste concrète pour y faire face. De la même façon, si la DG réaffirme son choix de réinternalisation, elle ne fournit aucun plan pluriannuel (même prévisionnel).

Par ailleurs, l'évolution du périmètre applicatif, marqué par l'arrivée à maturation de certains grands projets (RSP, Chorus) et par une inflexion vers la spécialisation des établissements informatiques n'est pas sans poser une interrogation sur d'éventuels redéploiements de personnels, comme le laisse d'ailleurs entendre un récent rapport de la Cour des comptes.

Si les missions d'acquisition de données paraissent préservées, là aussi l'administration ne fournit aucun plan de charge.

Concernant l'éditique, la DG confirme la fermeture des ateliers implantés dans les ex-DIT avec une échéance pour fin 2013 et la poursuite du dispositif de reclassement des agents (plan éditique). L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires s'est inquiété de la nouvelle orientation technique prise concernant l'équipement du Centre d'éditique de Meyzieux (3ème chaîne d'impression noir et blanc), du vieillissement des matériels EIFI des ex-CSI, de l'absence de plans de charge. L'administration a donné confirmation du renouvellement prochain des outils en EIFI sans malheureusement s'engager sur la fourniture d'un plan de charge qui serait pourtant de nature à rassurer les personnels de l'éditique sur leur avenir à moyen terme.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a enfin interrogé l'administration sur les conditions de mise en œuvre de l'exploitation à distance en lien avec le modèle d'organisation type «copernicien», G2A, GTS. Ce modèle a été confirmé et nous reviendrons dans le cadre des GT de 2012 sur la question des temps de travail (équipes et astreintes).

Sur l'assistance, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires est revenue sur la question du pilotage et de l'organisation du travail sur les plateaux en insistant sur le fait que les agents de ces services souhaitaient essentiellement disposer du temps nécessaire à la formation, à l'appréhension des nouveautés fiscales et techniques et à la résolution partagée des incidents. L'administration s'est engagée à réunir les personnels concernés afin de déterminer avec eux une organisation qui fasse coïncider leurs attentes et une qualité de service optimale.

Pour terminer sur le PSI, l'administration va mettre en place un dispositif particulier concernant le développement des logiciels d'initiative locale qui ressemble fort à celui existant pour les applications métiers. Les besoins exprimés localement devront être soumis aux DISI et validés par le SSI. L'administration n'a cependant pas communiqué quant à l'attribution des développements futurs de ces applications ni sur leur assistance.

## Ni angélisme, ni paranoïa excessive

Le contexte général, marqué par une volonté politique de contracter la dépense publique en jouant sur les dépenses (de personnels), les déclarations des uns et des autres (SS2I, représentation nationale, Cours des comptes, Fonction Publique...), les tendances fortes à la rationalisation, à la concentration et à la mutualisation des moyens humains et budgétaires déjà entrevues, à la DGFIP, dans d'autres domaines que l'informatique (RH, SRE, dépense état...), et ailleurs dans le cadre de la RéATE, les choix technologiques et organisationnels pris par la DG sont autant d'éléments qui appellent, au-delà des propos rassurant de Ph Rambal, à la vigilance.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires demeure résolument opposée à la création d'un statut ministériel d'informaticien qui pourrait découler des orientations précitées. Nous analyserons avec la plus grande attention toutes les décisions qui pourraient conduire à confier aux services informatiques de la DGFIP des missions en provenance ou pour le compte d'autres administrations ou ministères, en lien notamment avec les syndicats Solidaires de ces entités.

Pour ce qui concerne l'assistance de proximité, le déploiement des nouveaux socles techniques (client léger), la mise en place des AT et du numéro unique, la disparition quasi-totale des coordonnées des équipes d'assistance de proximité des annuaires des DISI, les problèmes liés aux règles d'affectation des personnels et l'inadaptation des épreuves de l'examen de PAU font craindre à l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires une disparition progressive de ces métiers au sein de la DGFIP. Sans présager de l'avenir, notre organisation sera intransigeante, si la question venait à se poser, quant au reclassement de ces agents qui, tardivement (et de manière incomplète) reconnus, ont participé activement à la modernisation de notre administration.

**L'année qui s'annonce sera, comme les précédentes d'ailleurs, déterminante pour les personnels des services informatiques. L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires sera résolument aux côtés des agents et les appelle à la plus grande solidarité et à la plus grande détermination pour faire face aux évolutions néfastes pour leur avenir.**